

Le cannabis, un produit comme les autres ?

Le commerce de drogues suscite aujourd'hui de nombreux débats.

La France est l'un des pays les plus répressifs concernant la drogue : une personne qui en consomme risque jusqu'à un an de prison ferme. Pourtant, la France reste le premier pays consommateur de cannabis en Europe. En 2018, 45% des 18/64 ans ont déjà fumé du cannabis dans leur vie et 11% en ont consommé dans l'année.

Depuis mai 2018, l'INSEE intègre les revenus liés au trafic de drogue dans le PIB. On sait désormais que ce marché pèse environ 2,7 milliards d'euros, soit 0,1% du PIB, dont plus d'un milliard pour le seul cannabis.

Cette intégration dans le PIB permet de débattre de la légalisation du cannabis non plus seulement sur les seuls aspects moral et sanitaire mais aussi du point de vue de sa rentabilité économique.

Pour calculer ce que coûte une drogue illégale à la collectivité, on utilise le coût social. Il est composé :

- des dépenses publiques, notamment liées à la répression,
- du coût des pathologies associées, qu'elles soient mentales ou respiratoires,
- et du coût externe (vies perdues, pertes de qualité de vie et de production).

Le coût social du cannabis représente ainsi près d'un milliard d'euros en France, dont 56% lié à la répression.

Certains pays, comme l'Uruguay ou le Canada, ont considéré l'impact de la légalisation comme bénéfique comparativement à la prohibition et ont récemment sauté le pas. En effet, pour certains spécialistes, la légalisation serait plus rentable économiquement et plus efficace pour lutter contre le trafic et diminuer la consommation :

- Le coût social en cas de légalisation serait bien inférieur du fait de la diminution des dépenses liées à la répression et des nouvelles recettes publiques issues des taxes sur les ventes de drogues
- La vente d'un cannabis légal et de qualité, à un prix comparable au cannabis illégal, entraînerait une légère augmentation de la consommation, mais permettrait de démanteler le marché criminel,
- Une fois démantelé, l'État pourrait augmenter progressivement les taxes. L'augmentation du prix du cannabis, associée à des campagnes de prévention

Dessine-moi l'éco

par



et d'accompagnement financées notamment par ces taxes, pourraient permettre la diminution de la consommation de cannabis sur le long terme.

Malgré des débats réguliers sur le sujet, la France semble encore loin de la légalisation du cannabis, comme le montre la mise en place prochaine d'une amende forfaitaire pour les consommateurs.